



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1968 - 6 avril 1995 - 6 F

D 1968 HAÏTI : ESPOIRS ET INQUIÉTUDES

Dans le cadre de la reconstruction de fond en comble du pays (cf. DIAL D 1959), il faut relever en positif le remplacement, le 31 mars 1995, de la force multinationale d'intervention par la MINUHA (Mission des Nations unies en Haïti); la préparation d'élections municipales et législatives des 4 et 25 juin prochain; la mise en oeuvre, difficile mais réelle, du plan économique et politique du gouvernement.

Du côté de l'Eglise catholique au sein de laquelle continue de peser un lourd contentieux politique, la visite, du 8 au 13 mars 1995, du cardinal Etchegaray, président du Conseil pontifical Justice et paix, a été l'occasion d'échanges parfois vifs entre Haïtiens et d'une réaffirmation de la légitimité du combat pour la justice sociale. Illustration par les documents ci-après.

Note DIAL

1- Déclaration de l'assemblée plénière de la Conférence haïtienne des religieux (17 février 1995)

Nous, responsables de Congrégations religieuses en Haïti, réuni-e-s en assemblée plénière les 16 et 17 février derniers, sentons la nécessité de nous exprimer une fois de plus sur la conjoncture pré-électorale. A ce carrefour de l'histoire de notre pays nous voulons partager avec vous nos espoirs ainsi que les nombreuses craintes qui nous habitent. Nous saluons avec "Onè respè" la résistance du peuple dans sa lutte, malgré les coups durs et les pressions qui l'assailent de toutes parts.

Le gouvernement

La répression militaire qui pesait sur le peuple est presque un mauvais souvenir. De son côté le gouvernement essaie d'être à l'écoute du peuple et de répondre à ses attentes. Les autorités politiques montrent une certaine volonté d'établir un autre type de relations avec les citoyen-ne-s. Cependant, nous restons très préoccupés et nous nous interrogeons sur un certain nombre de choses.

- Est-ce que le gouvernement a le contrôle de tout ce qui se passe dans le pays, comme ce qui regarde le travail de plusieurs organismes étrangers, par exemple?

- Est-ce qu'au niveau de l'administration publique et même au niveau du gouvernement les efforts de changement en faveur du peuple ne sont pas sabotés et freinés?

- Est-ce que le gouvernement arrive vraiment à contrôler les inscriptions pour la nouvelle force policière ainsi que le fonctionnement de la police intérimaire? Est-ce que plusieurs anciens militaires responsables d'actes criminels contre le peuple ne sont pas à nouveau embrigadés, "recyclés"?

- Les efforts pour enrayer la corruption au niveau des institutions publiques nous semblent très timides et certaines pratiques suspectes, tels que les chèques "zombis", subsistent comme par le passé.

- Où en est la justice dans ce pays? Y a-t-il un travail de réforme en cours? La situation n'est-elle pas en train de se détériorer encore plus? Les criminels et les "zenglendos" sont graciés sans jugement. Et puis, au bout du compte, qui est responsable de rendre justice?

La communauté internationale

La communauté internationale a effectivement collaboré au retour du président légitime, et nous lui reconnaissons cette contribution. Cependant, sa présence et sa façon d'agir sont entachées d'une certaine ambiguïté pour le moins inquiétante.

- Nous constatons qu'elle veut tout contrôler. Aider serait-il synonyme de diriger ou de passer des ordres? A notre avis il y a une très grande différence entre les deux.

- Des organismes civils étrangers ont entrepris de distribuer de l'argent à certains candidats et organisations. N'est-ce pas une façon de créer la division et d'encourager la corruption?

- Sous prétexte de formation civique, plusieurs autres organismes ne sont-ils pas en train de semer la confusion et de disperser le peuple?

- Les mille et une promesses d'ordre économique faites avant même le 15 octobre, finiront-elles par devenir réalité ou resteront-elles seulement de belles paroles?

Les prochaines élections

L'approche des élections ne fait qu'accroître notre appréhension. Les armes en circulation ou encore bien gardées dans leurs cachettes demeurent une grosse menace pour la population et entretiennent la répression et l'insécurité. Les victimes continuent d'être trop nombreuses. Le peuple est aux abois et ne sait à quelle instance recourir face au vacuum policier et judiciaire.

La "vie chère" continue à nous malmener. Le chômage, au lieu de régresser, occupe de plus en plus d'espace. Le peuple attend encore... Pis encore, il est coupé de toute information qui aurait pu l'aider à comprendre ce qui se passe.

Dans ces conditions, nous nous questionnons sérieusement sur la tenue d'élections réellement libres à l'avantage du peuple. Le gouvernement ainsi que tous les citoyens de bonne volonté ne devraient-ils pas se mobiliser et prendre leurs responsabilités historiques?

Nous croyons aussi qu'il serait nécessaire d'ouvrir des espaces de débat sérieux sur le rôle des députés, des sénateurs, des gouvernements locaux, les magistrats et les CASEC (Conseil d'administration de la section communale). Comment le peuple réussira-t-il à jauger les candidats et les partis de tout acabit qui viendront le courtiser? Des éclairages judicieux sur les critères de choix seraient un appui précieux et un travail est à faire en ce sens à travers tout le territoire.

L'engagement nécessaire

Le développement de notre pays ne se fera pas sans nous, ni seulement avec un peu de bonne volonté. Il exige beaucoup de détermination, de discipline et de persévérance. L'apport de tous les secteurs de la société civile doit être encouragé, afin qu'ils puissent exercer leur participation originale et leur sens de responsabilité au service de l'avancement du pays.

Ainsi, nous, les religieux et religieuses d'Haïti, nous sentons que:

- pour que la démocratie s'établisse vraiment, il faut que tous les hommes et femmes de bonne volonté se mettent ensemble pour aider le peuple à défendre ses droits aux prochaines élections;

- pour qu'adviennent des jours de paix, de réconciliation, de guérison sociale, il faut que tous les hommes et femmes de bonne volonté se donnent la main pour appuyer les démarches de la "Commission de la Vérité";

- pour que le peuple puisse participer vraiment à la vie de son pays, il faut que le projet d'alphabétisation du gouvernement devienne une réalité avec la collaboration de tous les hommes et femmes de bonne volonté de ce pays.

Nous, religieux et religieuses d'Haïti, nous nous engageons une fois de plus à continuer notre marche avec le peuple jusqu'à ce que, ensemble, nous arrivions à changer toutes les situations de peur et de mort qui paralysent la vie.

Le temps du carême approche. C'est un temps de réflexion et de partage. Jésus, notre frère, est un modèle qui ne cesse de guider notre vie. Malgré les tribulations et les persécutions, il n'a jamais arrêté de se battre pour que triomphe la vie. A sa suite nous partageons cette même conviction: notre Vendredi Saint, si long soit-il, n'est qu'un carrefour qui nous conduira certainement à la belle lumière de Pâques.

2 - Lettre de Mgr Constant, évêque des Gonaïves, "aux prêtres, aux religieux, aux laïcs engagés du diocèse des Gonaïves" (5 mars 1995)

Nous allons sous peu recevoir la visite de Son Éminence le Cardinal Roger Etchegaray, président du Conseil pontifical Justice et paix. Il vient conforter des prêtres, ses frères en Jésus Christ, parce qu'il a suivi de loin avec attention les étapes de notre longue épreuve. Nous lui souhaitons la bienvenue et lui disons un sincère et profond merci pour ce geste combien fraternel.

Cette visite du président du Conseil pontifical Justice et paix nous offre l'occasion de souligner auprès de vous, prêtres, religieux et fidèles laïcs, l'importance du "combat pour la justice, constitutif de l'annonce de l'Évangile" (Synode 1971).

Elle manifeste avec éclat que le combat pour la justice et pour la paix est le combat de toute l'Église, l'Église universelle, l'Église qui s'ouvre à toutes et à tous, et en premier aux victimes de la violence et de la misère.

En Haïti, comme dans le monde entier, le service bien mené de la justice et de la paix doit finalement favoriser l'unité. "Qu'ils soient un", nous demande, avec insistance, Jésus avant d'affronter la suprême injustice de la mort violente. "Qu'ils soient un", qu'ils construisent l'unité de l'amour, de l'amour véritable, celui des petits et des pauvres, des victimes, des méprisés, des exclus.

La visite du cardinal président du Conseil pontifical Justice et paix intervient à une période où la Commission Justice et paix se réunit en assemblée générale, la première après les trois années sombres de violence à Gonaïves où, par deux fois, les forces des ténèbres ont perpétré un massacre pour "tuer l'innocent, le petit qui est sans aide" (Ps 71): massacre du 2 octobre 1991 et massacre de Raboteau du 22 avril 1994. Si la Commission n'a pas pu se réunir officiellement, elle a accompli un travail à la fois souterrain et efficace pour affirmer la dignité de l'Haïtien pourtant méprisé et exclu dans l'Artibonite.

Comme évêque, pasteur de ce diocèse, attentif à la présence de l'Esprit-Saint qui "nous conduit sur le chemin de la paix" (Benedictus), je veux saluer le courage et la foi de nombreux membres de Justice et paix, victimes de la répression arbitraire et qui ont continué à travailler inlassablement en luttant contre la tentation du désespoir et de la soumission.

Comme pasteur également, j'invite les fidèles, chacun à sa place, à travailler à l'évangélisation de l'Artibonite par le moyen du combat contre l'injustice. A l'heure où il faut construire la démocratie, lutter contre l'insécurité, l'impunité, la corruption et la vie chère, je renouvelle cette invitation à tous et à chacun: le combat pour la justice et pour la paix n'est pas une option, une spiritualité, un mouvement parmi d'autres. Il est au centre de notre activité pastorale pour évangéliser les pauvres.

Je demande, en particulier, que tous les responsables, dans l'Église de l'Artibonite, à quelque titre que ce soit, spécialement dans les paroisses, les doyennés, les chapelles, puissent aider à renforcer la Commission diocésaine de Justice et paix que j'ai instituée pour coordonner ce travail, un travail si utile pour cette foule immense des appauvris et des abandonnés si chers au coeur de notre Église.

Chers Pères, chers collaborateurs, puissions-nous saisir cette opportunité d'entrer résolument dans l'esprit de ce saint temps de Carême pour nous préparer et pour mieux aider les autres à se préparer dans la marche et la montée vers la lumière fulgurante de Pâques.

3 - Déclaration de la Commission épiscopale nationale Justice et paix à l'occasion de son assemblée générale des 9-10 mars 1995

Les 9 et 10 mars, s'est tenue à Port-au-Prince l'assemblée générale de la Commission nationale Justice et paix. Cette assemblée, la première depuis le coup d'Etat des 29-30 septembre 1991, coïncidait avec la visite en Haïti du cardinal Roger Etchegaray, président des conseils pontificaux "Justice et paix" et "Cor Unum".

Les délégués des différents diocèses n'ont pas manqué de saluer cet heureux événement dans la vie de notre Église tout en souhaitant:

- qu'il puisse marquer un tournant pour l'avenir de l'Église;
- et qu'il contribue au renforcement des structures et activités de notre Commission.

Les participants ont donc aussi évalué divers problèmes de conjoncture: l'urgence de rebâtir notre pays sans perdre de vue les obstacles qui demeurent et le rôle que notre Église est appelée à jouer.

1. Rebâtir Haïti

Le retour à la légalité qui a connu un net aboutissement avec le retour du président Jean-Bertrand Aristide est signe d'espoir. Le peuple haïtien, tout en refusant la voie de la vengeance et de la violence, ne cesse de manifester sa très grande soif de justice et de participation.

La Commission nationale Justice et paix est encouragée par certains progrès déjà réalisés dans le cadre de cette reconstruction, comme:

- le démantèlement de l'armée répressive;
- la création d'une Commission de vérité pour lutter contre l'impunité;
- la mise en place d'une force de police dépendant des autorités civiles.

Toutefois, de nombreux obstacles sources de profondes inquiétudes pour la Commission Justice et paix demeurent.

2. Les obstacles demeurent

Au nombre de ces obstacles, l'assemblée a reconnu la persistance de :

- l'insécurité, le refus de désarmer, la confusion au niveau de la police intérimaire et du recrutement des membres de la nouvelle police. Des militaires révoqués auraient même réintégré les rangs de la police intérimaire et d'autres auront l'opportunité de faire partie de la nouvelle police; et nous n'y observons aucun signe de transparence du côté du gouvernement;

- la vie chère par suite de l'égoïsme des possédants et de quelques familles qui gardent jalousement leurs monopoles. La solidarité internationale reste encore au stade de promesse. La privation et le choix de la rentabilité maximale risquent de s'effectuer à l'encontre de la justice sociale minimale qu'est en droit d'attendre le peuple le plus pauvre du continent;

- la confusion d'une transition, le vide de l'Etat (par exemple la police rurale);

- la confusion politique après la destruction des organisations syndicales, politiques, populaires, associatives durant le coup d'Etat. L'attrait du pouvoir passe avant la construction de la démocratie;

- l'implication dans le processus électoral d'une organisation étrangère contractuelle privée, d'une ambassade à Port-au-Prince.

Il ne faudrait pas qu'à côté de toutes ces difficultés, notre Eglise ne puisse assumer son engagement d'accompagner le peuple de Dieu dans sa quête de DÉMOCRATIE et de JUSTICE.

3. Pour une Eglise catholique attentionnée

Aujourd'hui, le grand risque serait le manque de soutien aux diverses initiatives de reconstruction nationale, à commencer par celles visant à mettre un terme à l'impunité et la terreur. Car le combat pour la justice n'est pas une option parmi d'autres, mais l'axe essentiel de l'évangélisation d'un peuple marqué par la misère et la répression plus que séculaire.

Nous souhaitons vivement que la hiérarchie de l'Eglise dans son ensemble accorde une attention particulière aux faits suivants:

- l'existence de la répression de 1991 à 1994;

- l'urgente nécessité d'encourager et aider prioritairement les victimes et les plus pauvres; et de participer de toutes ses forces dans les domaines suivants avec tous les hommes de bonne volonté pour

a) le succès d'une Commission de vérité adéquate;

b) la participation maximale à la lutte contre l'insécurité et à la lutte contre la misère;

c) de vraies élections largement participatives et honnêtes;

d) faire appel à une vraie solidarité.

Ainsi tous ensemble nous donnerons une image claire et fraternelle du dynamisme évangélique en faveur des pauvres et de la démocratie.

(Signé par les représentants des diocèses de Gonaïves, Jérémie, Fort-Liberté, Hinche, Port-de-Paix, Cap Haïtien et Port-au-Prince)

(Diffusion DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441